Juillet 2025

Rappel du contexte

En février 2023, la FEDELIMA et le SMA lançaient le <u>projet Déclic</u> - Décarbonons le live collectivement, afin de collecter des données sur les émissions carbone des structures, d'élaborer une stratégie de transition écologique et de se doter de moyens d'action efficaces pour réduire l'empreinte carbone et environnementale des musiques actuelles.

En parallèle de cette initiative et dans le cadre d'un partenariat plus large, l'Afdas (membre du comité des partenaires de Déclic) a proposé de lancer en 2024, au bénéfice des structures adhérentes à la FEDELIMA et/ou au SMA, un projet d'<u>appui-conseil collectif RSE</u> autour des problématiques liées à la responsabilité sociétale des entreprises.

Le sondage adressé aux adhérents pour identifier les structures prêtes à s'engager dans ce chantier a rencontré un vif succès, aussi la FEDELIMA, le SMA et l'Afdas se sont accordés pour former finalement deux groupes pour suivre un appui-conseil collectif RSE :

- Un premier groupe composé de 6 structures dans toute la France : <u>Le 6par4</u> (Laval), <u>l'AJMi</u> (Avignon), <u>le Club</u> (Rodez), <u>File 7</u> (Magny-le-Hongre), <u>Paloma</u> (Nîmes) et <u>le Run Ar Puns</u> (Châteaulin). Pour accompagner ce groupe dont l'enjeu est de structurer sa démarche RSE, de s'outiller et d'embarquer les parties prenantes, ce sont Anne-Laure Grivaud (Elycoop) et Judith Samain (Innov'Collaborative) qui ont été choisies. La mission a débuté le 7 juin 2024 et a pris fin en février 2025.
- Un deuxième groupe composé lui aussi de 6 structures, cette fois localisées en régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté, avec 2 réseaux : <u>la Féma</u> (fédération musiques actuelles Bourgogne-Franche-Comté) et <u>Grabuge</u> (fédération musiques actuelles Grand Est), et 4 entreprises : <u>la Cartonnerie</u> (Reims), <u>Jazzus</u> (Reims), <u>Jazzus</u> (Reims), <u>la Rodia</u> (Besançon) et <u>la Vapeur</u> (Dijon). IPAMA a accompagné ce groupe à partir du 19 novembre 2024, jusqu'en mai 2025. Dans ce cadre, la présence des réseaux régionaux permettait d'autant plus l'essaimage des résultats de cet appuiconseil.

Cet accompagnement constitue un soutien et un renforcement des dynamiques déjà existantes au sein des structures sur la question de la transition écologique et plus globalement de la RSE / RSO. Il s'articule en 4 phases successives qui permettent aux acteurs et actrices, à travers des temps individuels et collectifs, de partir d'un diagnostic pour ensuite se mettre en action.

Phase 1:
Lancement et prédiagnostic

Phase 2:
Diagnostic

Phase 3:
Phase 4:
Suivi du
plan d'action
plan d'action



Juillet 2025



Diagnostic

A partir d'un premier état des lieux réalisé respectivement par les deux collectifs, chaque structure a pu bénéficier d'un accompagnement individuel pour dresser son propre diagnostic. Le croisement de l'ensemble de ces résultats a permis de faire ressortir les constats et les enjeux principaux.

Les principaux enjeux

En listant les risques pour le secteur à court, moyen et long terme, il apparaît que la RSE peut participer à répondre à plusieurs problématiques telles que la fragilité du modèle économique, l'évolution du rapport au travail, l'augmentation des inégalités mais aussi des cas de censure ou d'ingérence, la course à l'innovation ou encore les aléas climatiques.

Il en ressort que les structures ont besoin d'aide sur le fait :

- de formaliser leur stratégie RSE et de la décliner de manière opérationnelle, en renforçant les compétences ;
- de piloter de manière efficiente cette démarche et de pouvoir ainsi suivre les impacts dans le temps;
- de communiquer pour rendre les actions plus visibles et embarquer les parties prenantes internes et externes ;
- · d'essaimer et de créer des dynamiques locales et sectorielles ;
- · de maintenir la motivation et le travail sur ces sujets en dehors des appui-conseils, dans le futur.

Les 7 piliers de la RSE : quels constats ?



- Gouvernances majoritairement dynamiques, engagées et actives
- Besoins de structuration de stratégie RSE, d'aide à la décision, de pilotage et d'une meilleure implication de la gouvernance, en formalisant par exemple une "charte éthique"
- Enjeux de parité, de diversité...



Bonnes idées partagées : outils types Matrice RACI ; salarié·e en charge de l'animation de la vie associative ; fonctionnement en coopérative / horizontalité...

- Sensibilité sur les sujets de respect des droits des individus et de lutte contre les discriminations, avec toutefois des publics qui manquent de diversité
- Important travail sur l'égalité des genres mais le chemin reste encore long...
- Forte implication sur la thématique des violences sexistes et sexuelles (VSS) avec des équipes formées
- Grand besoin de structuration et de montée en compétence sur le respect du RGPD



Bonnes idées partagées : nombreuses actions culturelles inclusives et innovantes ; protocole RGPD ; actions en faveur de la prévention des risques, de l'accessibilité...





Juillet 2025

Relations et conditions de travail

- Engagement pour garantir des conditions de travail satisfaisantes et inclusives
- Difficultés communes (turnover, perte d'attractivité) et manque d'outillage en ce qui concerne la charge de travail, la communication interne, les risques psychosociaux (dont les addictions), la politique sociale, la montée en compétences ou encore les recrutements



Bonnes idées partagées : outillage RH ; questionnaires QVCT ; groupe de travail politique sociale ; bilans d'équipe réguliers ; entretiens individuels ; DUERP (document unique de prévention des risques) ; plan de formation structuré...

- Engagement sur des sujets différents selon les lieux, opportunités et configurations
- Nombreux réflexes et bonnes pratiques non formalisés mis en œuvre, parfois de manière très hétérogène au sein d'une même équipe
- Besoin de formalisation et d'outils opérationnels sur les mobilités, les achats ou encore l'alimentation
- · Besoin de réflexions de filière



Bonnes idées partagées : aide à la transition des lieux par le CNM ; merchandising écoresponsable ; alimentation décarbonée et/ou en circuit-court ; mobilier de seconde main ; diagnostic énergétique ; attention portée à la mobilité des salarié·es ; réalisation d'un bilan carbone ; projet Déclic avec une boîte à outils, des webinaires, des concertations de filière...

Ethique dans les relations commerciales

- · Dans l'ADN des structures
- Logique partenariale et choix des prestataires sur des critères durables souvent ancrés dans les usages mais non formalisés
- Peu de réflexes de promotion et de sensibilisation RSE auprès des prestataires



Bonnes idées partagées : travail sur l'égalité des genres avec des prestataires ; cahier des charges...

- Structures très engagées : accessibilité, actions d'innovation sociale, sécurité...
- Politique tarifaire favorisant l'accès à toutes et tous
- Besoin de s'outiller et de se former pour des pratiques encore plus vertueuses sur la communication responsable et inclusive
- Besoin de structurer davantage l'évaluation et la mesure des impacts sur les publics



→ Bonnes idées partagées : inclusion des publics dans la conception de l'offre ; enquête sur les besoins des usager·es ; actions en faveur de l'accessibilité et de la prévention des risques...



Relations avec les publics

Environnement

Juillet 2025

Développement

- Ancrage local et contribution forte au développement du territoire
- · Nombreuses actions en faveur de projets locaux, qui ne sont toutefois pas toujours évaluées, valorisées et/ou priorisées (ex. : mutualisation, soutien à l'emploi local, développement des achats en circuit-court...)



Bonnes idées partagées : mutualisation de matériel ; mise en avant de la scène artistique locale et régionale...

Plan d'action

A l'issue de ces premières phases de diagnostics collectif et individuel, les structures participantes ont pu travailler sur leur plan d'action, ensuite mis en commun avec le groupe pour en partager les principales pistes.

Si l'ensemble des participant es ont montré leur réelle envie de s'engager dans cette dynamique en lançant des actions concrètes, notons toutefois le fait qu'au cours de la période d'appui-conseil collectif, certaines structures ont du faire face à diverses problématiques (de fonctionnement et/ou liées aux annonces de baisses de subventions, par exemple en Pays de la Loire) qui ont rendu leur implication plus difficile.

Il est donc important de garder en tête le besoin de priorisation en termes de stratégie RSE, mais aussi de flexibilité pour des entreprises aux ressources humaines et financières limitées.

Ce qui ressort des bilans individuels

Les structures participantes des deux appui-conseils collectifs RSE ont chacune pu mettre en œuvre des actions concrètes, portées par la dynamique de cet accompagnement.

A titre d'exemple, nous pouvons noter les initiatives suivantes :

- Finalisation d'un plan d'action RSE à moyen terme, en (re)définissant en équipe les priorités;
- Rédaction d'une politique RSE pour formaliser les engagements ;
- Réflexion autour du pilotage de la stratégie : qui s'en occupe, préciser les missions et le cadre de travail...;
- Mise en place d'outils : DUERP, outil de suivi du plan d'action à partir d'indicateurs...;
- Organisation de temps d'informations et de dialogue et/ou d'ateliers dédiés aux enjeux RSE, à la fois en interne mais aussi à l'attention des parties prenantes (partenaires publics, partenaires privés, bénévoles...);
- · Valorisation des travaux effectués et des initiatives via un plan de communication ;
- Formation, notamment des intermittent es ;
- Actions en faveur des mobilités douces, de l'accueil artistes plus écoresponsable via les riders, de l'accessibilité, de l'alimentation durable...;
- Travaux autour de la qualité de vie et des conditions de travail;
- Diagnostic des outils de communication et du système d'information, pour un numérique plus responsable.



Juillet 2025

Ce qui ressort du collectif

Dans l'appui-conseil collectif RSE #1, accompagné par Elycoop :

Dans le cadre de cet accompagnement, des ateliers semi-collectifs et collectifs ont été proposés par Elycoop afin de travailler plus précisément et concrètement sur différentes thématiques telles que la sensibilisation RSE; la charge de travail; les outils types chartes; l'évaluation et le suivi; la politique sociale; le partage de bonnes pratiques ou encore le pilotage et la dynamique dans le temps.

Par ailleurs, le dernier temps collectif a également permis, grâce à l'intervention de Pierre Dugelay, directeur du Périscope, de mieux saisir l'intérêt d'un budget carbone pour concevoir sa programmation en tenant compte de l'impact carbone de l'accueil des artistes dans son lieu.

L'ensemble des ces rendez-vous ont permis :

- Le **partage des problématiques** rencontrées entre pairs, et donc la transmission d'idées, de pistes de solutions et l'entraide pour y faire face ;
- Les **inspirations** puisées dans les initiatives mises en place par le collectif ;
- La mise en commun d'outils via un dossier partagé, dont les ressources seront à l'avenir partagées au plus grand nombre par la FEDELIMA et le SMA;
- Les **réflexions autour des engagements des structures**, pouvant être mis en avant dans le cadre de la rédaction de chartes par exemple ;
- L'accompagnement pour l'élaboration d'un tableau de bord pour mieux piloter la stratégie RSE ;
- Le cadrage des indicateurs pour le suivi et l'évaluation des actions ;
- Le rappel des principes fondamentaux pour renforcer sa politique sociale ;

Dans l'appui-conseil collectif RSE #2, accompagné par IPAMA :

Facilitées par la proximité géographique en régions Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté et par la présence des réseaux régionaux dans le collectif, les structures ont pu échanger autour de la mise en commun d'actions et de travaux, après avoir priorisé les enjeux. Les thèmes retenus, à travailler ensemble, étaient ainsi les suivants : sensibilisation RSE; qualité de vie au travail et sécurité; partenariats responsables; numérique responsable.

Cela a ainsi permis d'acter :

- La mutualisation de contenus (encore à définir) pour l'organisation d'une journée de sensibilisation / formation des intermittent·es aux enjeux de la RSE, en lien avec l'Afdas ;
- La **réalisation d'un "Baromètre social"** interne par La Cartonnerie, qui pourra ainsi être mis à disposition de toutes et tous une fois finalisé, afin de pouvoir évaluer la qualité de vie au travail pour l'améliorer ;
- Plus largement, la mise en commun de ressources inhérentes à la politique salariale, à l'amélioration des conditions de travail...;
- La réalisation par IPAMA d'une fiche pratique autour des partenariats responsables;
- Le partage d'un <u>questionnaire d'autodiagnostic</u>, également réalisé par IPAMA, concernant le **numérique** responsable. Cette trame peut ainsi être reprise par toute structure désireuse de faire un état des lieux de ses pratiques.



Juillet 2025



Et pour la suite?

Quels besoins pour aller plus loin?

Outre les problématiques auxquelles les structures ont déjà tenté de répondre par les initiatives mentionnées ci-dessus, les participant·es ont également pointé du doigt d'autres besoins identifiés tout au long des appui-conseils, tels que :

- Renforcer l'attractivité des structures mais aussi fidéliser les salarié·es Guide d'accueil ; communication autour du projet...
- Embarquer la gouvernance dans la stratégie RSE
- Maintenir une dynamique collective dans le temps Organisation de temps dédiés (par exemple des codevs, webinaires thématiques...)
- Valoriser la démarche
 Temps de témoignages lors de rencontres professionnelles ; newsletters FEDELIMA x SMA...
- Suivre les nouvelles règlementations, notamment environnementales Veille juridique du SMA
- · Se former sur les enjeux RSE
- S'outiller
 Nombreuses plateformes de ressources ; boîte à outils FEDELIMA x SMA...
- Avoir du temps
 Outil de priorisation des chantiers
- Trouver davantage de moyens financiers Dispositifs d'aides du CNM...

Si certaines actions ne peuvent qu'être entreprises par les structures elles-mêmes, la FEDELIMA et le SMA s'attèleront donc à poursuivre l'accompagnement des adhérent es en ce sens, selon les besoins et les attentes identifiées. Il est également convenu de préserver le lien avec les participant es aux appui-conseils collectifs, afin notamment de pouvoir voir dans les prochaines années ce qui a été mis en place, les impacts concrets et les manques qui persistent.

A suivre!



